

Crise

Que retenir du «sommet social» de l'Élysée?

Lors de sa réunion avec le patronat et les syndicats, le Chef de l'état a présenté quelques mesures censées lutter contre l'hémorragie de l'emploi. Reste à savoir si elles seront efficaces vu que sa politique budgétaire et économique ne change pas.

Hier, lors de son «sommet social», Nicolas Sarkozy s'est contenté de présenter quelques mesures immédiates pour tenter d'endiguer l'envolée du chômage, en insistant sur leur montant total qui s'élèverait à environ 430 millions d'euros... par redéploiement de crédits publics existants.

La plus importante doit permettre d'ici fin janvier d'augmenter l'effort financier de l'Etat en faveur du chômage partiel à hauteur de 100 millions, auxquels s'ajouteront 40 millions dédiés aux formations de ces salariés placés momentanément en activité partielle. Il a indiqué que cette enveloppe pourrait être abondée par les fonds paritaires de gestion de la formation professionnelle. Une avancée timide par rapport aux demandes exprimées par les syndicats, en particulier par FO, qui lui a fait remarquer qu'un pays comme l'Allemagne consacre dix fois plus d'argent public à ce genre de dispositif (6 milliards contre 600 millions en France). La deuxième mesure repose sur l'exonération totale de cotisations patronales pendant les six premiers mois d'embauche d'un jeune par les très petites entreprises (100 millions). Ce type de dispositif avait été déjà mis en place en 2009 avant d'être abandonné du fait de son coût très élevé.

Pour les chômeurs sans aucune activité depuis au moins deux ans (environ 250.000 personnes), Pôle Emploi est appelé à leur consacrer toute l'attention nécessaire afin de leur trouver au plus vite soit un emploi, soit une formation (150 millions d'euros). L'engagement d'aider les chômeurs de longue durée à retrouver une activité professionnelle n'a rien de nouveau puisque le Chef de l'Etat l'avait déjà promu en février 2011... avec les résultats que l'on connaît vu le manque de moyens et l'absence d'une politique de relance économique digne de ce nom. Le service public de l'emploi pourra par ailleurs disposer de 39 millions d'euros supplémentaires devant lui permettre de recruter mille agents contractuels en CDD et de faire ponctuellement face à l'afflux de chômeurs. Au-delà de leurs caractères précaires, ces embauches risquent encore d'être en deçà des besoins de l'organisme où chaque agent doit suivre aujourd'hui plus de 150 chômeurs.

Pour le reste, M. Sarkozy s'est bien gardé d'évoquer frontalement les sujets qui fâchent les syndicats (voir notre article du mercredi 18 janvier 2012). «S'agissant de la "TVA sociale", si le président s'est refusé à utiliser la formule, il n'a pas renoncé à cette idée d'une réduction partielle de la cotisation patronale "Allocations familiales" qui devra être financièrement compensée par l'impôt. Les parlementaires seront consultés sur cette "réforme" par le Premier Ministre dans les prochains jours», a précisé la délégation FO conduite par Jean-Claude Mailly, à l'issue de la réunion. Quant aux «pactes compétitivité-emploi», il n'a pas du tout abordé la question.

Jour après jour du 19/01/2012



<http://fovinatier.free.fr/>